

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie

L'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) a soumis à la consultation le Projet Régional de santé 2018-2022 (PRS) avant sa consolidation définitive. Cette demande s'adresse à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, aux Conseils Départementaux de la Citoyenneté et de l'Autonomie, au Préfet de Région, au Conseil de surveillance de l'ARS et aux collectivités territoriales.

Le PRS est constitué d'un Cadre d'Orientation Stratégique qui va fixer pour les dix années à venir la stratégie régionale de santé, du Schéma Régional de Santé qui décline les objectifs stratégiques en objectifs opérationnels via des « Fiches actions », et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) des personnes les plus démunies, qui vise à coordonner l'action des partenaires dans les territoires autour des populations précaires.

La Ville de Montpellier est historiquement une Ville de santé. Sa Faculté de médecine est la plus ancienne d'Europe encore en activité, sa recherche en santé est à la pointe dans de nombreux domaines et elle est l'un des membres fondateurs du Réseau français des Villes-Santé de L'Organisation Mondiale de la Santé. Ses services et élus municipaux sont activement impliqués dans cette thématique. Pour imaginer ce propos, il a été réalisé un recensement, non exhaustif, des actions, en faveur de la santé, conduites par différentes directions et services de la Ville, joint en annexe.

L'accès à la santé est un élément nécessaire au développement individuel et territorial. Afin de l'offrir à tous

il est nécessaire d'identifier les limites et points forts du fonctionnement actuel et de développer la collaboration attendue pour répondre à ce besoin dans la population. De plus, si les outils de droit commun peuvent répondre à la majeure partie des situations, les autres doivent être reconnues et ciblées par les acteurs de terrain. Il est nécessaire de leur donner le pouvoir de le faire et c'est aux instances de gouvernance territoriale en santé que cette responsabilité incombe. Elles doivent donc prendre conscience de l'existence de ces particularismes et réussir à les intégrer dans la proposition qui est faite pour permettre le travail des acteurs de terrain. Sur ce territoire, il existe de nombreuses et grande forces dont le défi principal est de s'accorder pour mener l'action en faveur de la santé la plus efficace et adaptée aux différentes populations et problématiques rencontrées.

Le PRS va répondre à certaines de ces problématiques rencontrées aujourd'hui dans la grande région Occitanie. Toutefois, c'est aussi une limite : la prise en charge d'une population ou d'une situation particulière dans un territoire spécifique peut aussi varier dans le temps. Il sera donc important pour l'ARS de pouvoir accompagner les collectivités au-delà des réponses apportées aujourd'hui dans le PRS pour répondre aux problèmes de demain. Une autre limite peut être la question des modalités de déclinaison des plans nationaux qui ne sont pas développées. Il est aussi noté que le délai de trois mois constitue une échéance trop courte pour répondre à une consultation de cette ampleur.

Au-delà de cela, la Ville de Montpellier reconnaît le besoin d'une politique de santé structurée et intervenant dans tous les domaines de la politique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable à la mise en place du Projet Régional de Santé 2018-2022.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.